



SECTIONS CGT TRESOR ISERE

Trésorerie Générale de l'Isère - 8, rue de Belgrade - 38000 Grenoble
Tél: 0476857596 Télécopie: 0476857599 Mél: cgt.038@dgfip.finances.gouv.fr
Site Internet : www.tresor.cgt.fr/38/

Dépêche AFP : les fonctionnaires grecs comme boucs émissaires

Les fonctionnaires grecs, en grève mercredi, refusent d'être les boucs émissaires de la politique d'austérité du gouvernement, qui prévoit un gel de leurs salaires et des embauches en réponse à la crise financière.

"Nous sommes une cible facile pour le gouvernement. On est d'accord pour contribuer à la réduction des dépenses publiques, mais nous n'accepterons pas une réduction de 25% de nos revenus", lance Thanassis Danilis, vice-président de l'Union des agents du fisc.

Depuis l'annonce la semaine dernière de mesures visant à **la réduction d'au moins 10% des primes** de certaines catégories des fonctionnaires, **les agents du fisc sont montrés du doigt** tant pour leurs salaires supposés trop élevés, à 2.200 euros net -- **le salaire minimum moyen étant d'environ 800 euros** --, que pour des phénomènes de corruption.

Parmi les premiers, avec les douaniers, à observer une grève de 48 heures la semaine dernière, leur syndicat devait descendre de nouveau dans la rue mercredi, pour se joindre à l'appel du syndicat des fonctionnaires (Adedy, 300.000 membres) "La situation économique est si grave que la participation des salariés et des retraités du secteur public est nécessaire pour réduire les dépenses publiques, dont 40% servent à payer les salaires et les retraites, selon Georges Pagoulatos, économiste et professeur à l'Université d'Athènes.

Mais pour le chercheur de l'Institut de l'emploi, Ilias Ioakimoglou, **la réduction des salaires des fonctionnaires "est une solution facile et impromptue pour satisfaire les marchés, à l'instar de l'Irlande"**, qui a fait la même chose, pressée par la Commission européenne.

Alors qu'ils représentent 32% du total des employés des secteurs privé et public, les quelque 700.000 employés de la fonction publique élargie (administration, autorités locales...), absorbent 11,8% du PIB grec.

"Si l'on regarde les chiffres de la dernière décennie, le coefficient d'imposition des bénéfices des sociétés est très bas, l'un de plus bas de l'Union européenne, ce qui fait que, contrairement aux fonctionnaires, **les haut revenus échappent de manière régulière à l'imposition**", souligne M. Ioakimoglou.

Sur la même ligne, Sypros Papaspyros, président de l'Adedy, **dénonce "les sacrifices injustes" que le gouvernement demande aux fonctionnaires, prônant que "l'addition doit aller aux possédants"**.

Les primes des fonctionnaires -- pour "rentabilité", "responsabilité", "usage d'ordinateur", "travail dangereux" -- constituent une pratique reconduite régulièrement par les gouvernements pour satisfaire les revendications des syndicats, **sans faire apparaître d'augmentation du salaire de base ou des retraites**.

"Ce ne sont pas les fonctionnaires qui ont l'argent, il faut s'emparer de tous ceux qui échappent à l'imposition, comme les médecins du secteur privé ou les entrepreneurs du bâtiment, qui ne déclarent que la moitié de leurs revenus", lance Marilena Ioannidou, employée de la préfecture d'Athènes où les salaires dépassent rarement 1.100 euros, et qui devait manifester mercredi.

Mais pour Marios S., du ministère de l'Agriculture, "il y a d'importantes inégalités dans la fonction publique, les employés du ministère de l'Environnement, des Transports ou des Finances, bénéficient de nombreuses primes".

Après que le Premier ministre Georges Papandréou eut appelé les fonctionnaires "à donner l'exemple" et "à faire preuve de patriotisme" pour aider à sortir de la crise, son ministre des Finances, Georges Papaconstantinou, a publié mardi des mesures précises pour corriger "les inégalités" dans le secteur public, et lutter contre l'évasion fiscale, problème endémique.

ATHENES, 10 fév 2010 (AFP)

L'Irlande, puis maintenant la Grèce, s'en prennent aux fonctionnaires et à leurs supposées primes (qui en réalité ne font que compenser des non augmentations de salaires pourtant justifiées et réclamées par les syndicats). Cela pour leur faire payer les pots cassés d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

On le voit, pour peu que chez nous aussi la crise vienne à s'aggraver, nous ne sommes pas à l'abri non plus d'être un jour mis à contribution, pendant que d'autres continueront à bénéficier du bouclier fiscal et autres largesses de l'Etat.

C'est la raison pour laquelle la CGT demande et continuera à demander l'intégration des primes dans les salaires en tant que tels, et que celles-ci, puisque imposables, soient prises en compte au même niveau pour le calcul de nos futures et lointaines retraites.